

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Avis de vacance d'emplois dans les fonctions d'auditeur et d'auditrice au Conseil d'Etat

NOR : JUSE2601250V

Le Conseil d'Etat recrute des fonctionnaires sur l'emploi fonctionnel d'auditeur et d'auditrice, par la voie du détachement ou de la mise à disposition. Les auditrices et auditeurs sont membres du Conseil d'Etat. Ils exercent la fonction de juge au sein de la juridiction administrative suprême et participent à l'adoption des avis rendus au Gouvernement et au Parlement sur les projets de texte et les questions dont le Conseil d'Etat est saisi.

Ces emplois sont offerts aux membres des corps et cadres d'emplois suivants, justifiant à la date du 15 octobre 2026 d'au moins deux années de services publics effectifs en cette qualité :

- 1^o Administrateurs de l'Etat ;
- 2^o Administrateurs de l'Assemblée nationale ;
- 3^o Administrateurs de la ville de Paris ;
- 4^o Administrateurs de l'Institut national de la statistique et des études économiques ;
- 5^o Administrateurs du Sénat ;
- 6^o Administrateurs territoriaux ;
- 7^o Conseillers des affaires étrangères ;
- 8^o Ingénieurs des mines ;
- 9^o Ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts ;
- 10^o Membres du corps de l'inspection générale de l'administration ;
- 11^o Membres du corps de l'inspection générale des affaires sociales ;
- 12^o Membres du corps de l'inspection générale des finances ;
- 13^o Personnels de direction des établissements de santé ;
- 14^o Sous-préfets.

Les cinq postes offerts peuvent être pourvus au titre de la mobilité statutaire. Les auditrices et auditeurs exercent leurs fonctions au Conseil d'Etat pour une durée de trois ans à l'issue de laquelle ils peuvent être intégrés dans le corps des membres du Conseil d'Etat au grade de maître et maîtresse des requêtes.

Le dossier de candidature comprend :

- une lettre de motivation ;
- un *curriculum vitae* détaillé ;
- la description d'une réalisation professionnelle significative et de ce que la candidate ou le candidat en a retiré, sur une page maximum ;
- les comptes-rendus d'entretien professionnel si la candidate ou le candidat en dispose.

Ce dossier doit être adressé au plus tard le mardi 17 mars 2026 inclus, uniquement par voie électronique, à l'adresse suivante : recrutements-membres-CE@conseil-etat.fr

La date de prise de fonctions est le 15 octobre 2026.

Tous les renseignements complémentaires sont disponibles sur le site internet du Conseil d'Etat (www.conseil-etat.fr), rubriques « Conseil d'Etat », « Recrutement et Stages », « Devenir membre du Conseil d'Etat ».